



## SEIZIÈME LEÇON

### CHAPITRE II.

#### Les probabilités de l'avenir sous le régime de la liberté économique.

Programme officiel : La pauvreté et le paupérisme (*suite*). La question de la population dans ses rapports avec la distribution de la richesse.

**Atténuation probable des inégalités sociales, de la misère et du paupérisme dans l'avenir.** — Le socialisme n'est pas arrivé à imaginer une organisation sociale acceptable. Il a épuisé toutes les combinaisons et n'est parvenu qu'à démontrer son impuissance. On devait s'y attendre, car il ne pouvait rien sortir de bon d'une école que son dédain des faits et de l'analyse place en dehors de la science. Ce n'est que l'empirisme à la poursuite d'une chimère.

Le régime de la liberté économique sort de la revue que nous venons de faire des doctrines socialistes définitivement assis. C'est le seul possible dans l'état actuel de la civilisation, et il faut l'accepter tout entier avec ses imperfections comme avec ses avantages.

Ces imperfections, nous ne songeons nullement à les nier ; mais il faudrait se garder de les exagérer.

On ne saurait considérer les inégalités sociales comme un mal. Peut-être peut-on les regretter au point de vue de la justice absolue, mais cette justice n'est pas de ce monde, ou la nature impose les inégalités sociales, et en fait une condition du développement des sociétés.

Nous ne pouvons, au contraire, prendre aussi aisément notre parti de l'indigence et du paupérisme. On dira sans doute que les paresseux et les ivrognes ne sont guère intéressants ; pourtant, il ne faut pas oublier que c'est le plus souvent la misère qui engendre le vice. Elle est bien saisissante, la réponse du misérable, alléguant qu'il ne serait pas vicieux si la fortune l'avait traité comme celui qui le sermonne. D'ailleurs, il reste toujours les malhabiles et les malchanceux, qui ne sont pas responsables de leur incapacité et de leur malchance.

Sans doute, la société n'est pas responsable de ces maux. Nous avons antérieurement montré que le régime de liberté pratiqué par elle est juste et nous venons de constater qu'aucun autre n'est possible. Comparé aux régimes antérieurs, il a d'ailleurs réalisé d'immenses progrès. La pauvreté était jadis le lot, non pas d'un grand nombre, mais de tous, et c'est une erreur de croire que l'indigence et le paupérisme ont été engendrés par la liberté économique. Ceux qui sont le plus à plaindre de nos jours sont encore plus heureux que ne le furent jadis les classes asservies des esclaves, des serfs, des colons, etc. En réalité, si la misère existe, c'est qu'il ne peut en être autrement. L'humanité se trouve en face de ce dilemme : ou renoncer à tout développement, ou accepter les conséquences du régime de liberté en laissant à chacun la responsabilité de ses actes ; et elle est bien obligée d'opter pour le second parti. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'indigence et le paupérisme constituent des faits extrêmement regrettables. Ils forment une triste contre-partie aux progrès de la civilisation. C'est une imperfection de ce régime de liberté, auquel nous devons tant d'autre part, de ne pas arriver à les supprimer, et il ne suffit pas pour s'en consoler de constater qu'aucun autre régime n'atteindrait ce résultat.

Heureusement on peut, on doit même espérer que cette imperfection ira peu à peu s'atténuant dans l'avenir.

Pour qu'il en soit ainsi, il faut évidemment : 1° que l'élévation progressive du salaire, en améliorant la situation de la masse, lui permette d'assurer son sort contre les malheurs imprévus et contre la vieillesse ; 2° qu'elle y travaille efficacement par la pratique de l'épargne et de l'assurance ; 3° enfin que la charité dispose de ressources assez abondantes pour secourir la misère partout où elle se rencontre, relever l'indigent quand c'est possible, adoucir son sort quand le mal est incurable. — Or n'est-il pas naturel de penser que ces remèdes agiront avec une puissance plus grande à mesure que les sociétés deviendront plus riches ?

On aurait tort de croire, en effet, que l'humanité est actuellement riche ; elle est pauvre, au contraire, si l'on compare ses ressources au nombre des hommes. En dépit des progrès réalisés, la masse à partager reste petite pour la multitude des copartageants.

Aux États-Unis, par exemple, on évaluait, en 1884, les divers éléments de la richesse nationale au chiffre, formidable en apparence, de 212 milliards 800 millions; mais la population de ce pays dépasse 50 millions d'habitants: c'est à peine 4,250 francs par tête en capital. En France, où la richesse est estimée à 220 milliards environ, et où la population dépasse 37 millions d'habitants, la richesse par tête atteint à peu près 5,880 francs; et en Angleterre elle s'élève à peine à 6,000 francs.

Il n'est dès lors pas étonnant que, malgré leur augmentation relativement considérable depuis cinquante ans, les salaires restent en général assez maigres et soient parfois insuffisants, que les efforts de la charité, pourtant admirables aujourd'hui, soient impuissants à soulager toutes les misères, et qu'en dépit des encouragements prodigués, l'épargne et l'assurance se développent difficilement. La classe ouvrière, il est vrai, aurait pu épargner plus qu'elle ne l'a fait au cours de ce siècle. On s'extasie souvent devant les onze ou douze milliards qui représentent le total des sommes actuellement confiées aux caisses d'épargne par les ouvriers des diverses nations: malheureusement, ces chiffres, qui paraissent énormes, fondent dès qu'on envisage la moyenne afférente à chaque déposant. Cette moyenne n'est pas élevée; elle le serait bien davantage si l'augmentation des salaires dont a bénéficié la classe ouvrière n'avait pas été, pour la plus grande partie, consacrée à accroître ses consommations quotidiennes. Mais, si l'on peut regretter dans une certaine mesure qu'elle ait reçu cet emploi, comment s'en étonner quand on songe à la vie misérable des ouvriers au siècle dernier? Pour que l'épargne et l'assurance se développent, il faut d'abord que la satisfaction des besoins immédiats se trouve convenablement assurée.

Pourtant, il n'est pas douteux que de grands progrès ont été déjà réalisés. Les salaires ont presque doublé depuis le commencement du siècle, l'épargne et l'assurance sont entrées dans les mœurs de l'élite de la classe ouvrière, et la charité, dont les ressources sont plus abondantes qu'autrefois, a perfectionné son organisation et ses procédés. Si les résultats obtenus paraissent encore insuffisants, au moins faut-il reconnaître qu'ils sont considérables. Or ils sont dus surtout à l'augmentation de la richesse nationale qui, grâce aux machines et à la grande industrie, croît aujourd'hui plus vite que la population. Nous ne voyons aucune raison pour que ce mouvement favorable ne se continue pas dans l'avenir. On peut donc s'attendre à ce que le taux du salaire continue à s'élever, et la rapidité de son accroissement devra même aller en s'accéléralant. Nous avons vu, en effet, que les progrès de la civilisation tendent, sauf à certaines époques exceptionnelles, à abaisser sans cesse le taux de l'intérêt, la sécurité plus grande et l'esprit de prévoyance plus développé ren-

dant les capitalistes de moins en moins exigeants, en même temps que l'accumulation des capitaux surexcite leur concurrence. Il en est de même du taux des profits, tandis que les perfectionnements des procédés, en augmentant la productivité du travail, permettent à l'ouvrier d'élever ses prétentions et de les faire triompher. La classe ouvrière doit donc profiter, plus largement que les capitalistes et que les entrepreneurs, des bénéfices dus aux inventions de tout genre. Comme le disait déjà Bastiat: « A mesure que les capitaux s'accumulent, le prélèvement *absolu* du capital dans le résultat de la production augmente, mais son prélèvement *proportionnel* diminue; le travail au contraire voit augmenter sa part *relative*, et, à plus forte raison, sa part *absolue*. » Par là même, la pratique de l'épargne et de l'assurance sera rendue plus aisée; tout homme prévoyant pourra prendre ses précautions contre les éventualités de l'avenir. Enfin, la Société, devenue plus riche, viendra plus facilement au secours des indigents dont le nombre aura d'ailleurs diminué.

Ainsi, sans prétendre supprimer absolument l'indigence et le paupérisme, pas plus qu'on ne supprimera les vices et les malheurs, on peut espérer, par la pratique de la liberté économique et grâce aux progrès de la production, voir réduits à leur minimum les maux dont on se plaint actuellement.

**La question de la population dans ses rapports avec la distribution de la richesse. — La théorie de Malthus.** — Telles sont les conclusions que la science économique tend à enseigner aujourd'hui. Mais pendant longtemps elle en a adopté de tout opposées.

Une théorie célèbre, où se trouve d'ailleurs une part de vérité, mais dont ils exagéraient singulièrement la portée, obséda longtemps les premiers économistes et les conduisit aux doctrines les plus désespérantes.

Cette théorie est connue sous le nom de *Théorie de Malthus* ou de *Principe de la Population*.

Malthus, pasteur protestant, compatriote et contemporain de Ricardo, écrivait au commencement du siècle, alors que la Révolution française produisait son contre-coup en Angleterre. Les théories égalitaires se faisaient jour, on cherchait les causes de la misère et quelques philosophes en rendaient responsable la mauvaise gestion des gouvernements: quelques autres au contraire, tels que Hume, Wallace, Smith, le Dr Price, en accusaient la tendance à une augmentation trop rapide de la population. C'est la thèse de ces derniers que reprit Malthus, et il la fit sienne par la force avec laquelle il l'exposa.

Les malheurs des peuples, affirmait-il, sont dus surtout à ce que la population, quand son développement n'est entravé par aucun

obstacle, tend à croître avec une rapidité plus grande que la production des moyens de subsistance. Elle doublerait, pensait-il, en vingt-cinq années et croîtrait ainsi en progression géométrique par périodes de vingt-cinq ans, tandis que les aliments ne pourraient être multipliés que selon une simple progression arithmétique. La population, qu'on représenterait par l'unité à un moment donné, devrait être représentée par 2 au bout de vingt-cinq ans, par 4 après cinquante ans, par 8 après soixante-quinze ans et par 16 à la fin du siècle; tandis que les moyens de subsistance dans le même temps n'auraient pu croître que dans les proportions de 1 à 2, à 3, à 4 et à 5. Au bout de deux siècles, l'augmentation de la population se chifferrait par la proportion de 1 à 256, tandis que celle des subsistances serait seulement de 1 à 9.

Une pareille disproportion entre la population et les moyens d'existence étant impossible, il faut bien que le développement de la population se trouve contenu. Il l'est, en fait, par la misère, les vices, les guerres et fléaux de toute sorte, dont la plupart sont précisément engendrés par l'excès de la population et les souffrances qui en résultent. Malthus conseillait aux hommes de substituer à l'action cruelle de ces obstacles celle de leur propre volonté, ce qu'il appelait le *moral restraint*, en évitant, par exemple, de se marier avant l'âge où ils sont assurés de pouvoir subvenir aux besoins d'une famille.

Il faut convenir que, si les affirmations de Malthus étaient exactes, son conseil serait bon, mais peu efficace. La disproportion qu'il annonce entre le mouvement de la population et celui des subsistances est telle qu'aucune prudence humaine ne suffirait à en écarter les conséquences néfastes. Ce fut bien ainsi, en effet, que les disciples de Malthus l'entendirent, et pendant longtemps les économistes raisonnèrent dans la conviction qu'une tendance incoercible pousse à une augmentation trop rapide du nombre des hommes.

Sous l'influence de cette obsession, les maîtres de l'ancienne école anglaise édifièrent les théories les plus pessimistes. Ricardo affirmait que le salaire irait sans cesse baissant, car, « dans la marche actuelle des sociétés, le nombre des ouvriers continuerait à s'accroître d'une progression un peu plus rapide que celle de la demande de bras ». C'est la théorie du *salaire naturel* que nous avons précédemment signalée. Stuart Mill alla plus loin encore. Reprenant, avec son analyse pénétrante, les idées de ses devanciers, il aboutit à cette conclusion que, dans l'avenir, quels que soient les progrès de la production, ceux de la population devant être encore plus considérables, on doit s'attendre à voir baisser à la fois les salaires, les intérêts et les profits. Seul le propriétaire foncier, vendant ses produits d'autant plus chèrement que ceux qui se les dis-

putent sont plus nombreux, échapperait à la misère générale et s'enrichirait aux dépens de tous. Aussi désespère-t-il de la civilisation : toute marche en avant lui semble périlleuse, et l'état stationnaire, caractérisé par un arrêt de développement de la population, des capitaux et de l'art industriel, lui paraît le meilleur auquel puisse aspirer un peuple.

On ne s'étonnera pas, en présence de pareilles doctrines, que les socialistes allemands aient pu s'appuyer du témoignage de Ricardo, de Malthus et de Stuart Mill, quand ils ont affirmé que, sous le régime de la liberté, les progrès se retournent contre la classe ouvrière, celle-ci, trop nombreuse, se trouvant à la merci des capitalistes et « l'abîme s'élargissant sans cesse entre les riches et les pauvres ».

**Réfutation des assertions pessimistes de Ricardo, de Malthus et de Stuart Mill.** — Mais pour faire tomber tout cet échafaudage de prédictions sinistres, il suffit d'examiner de près la théorie de Malthus qui les a inspirées.

Cette théorie n'est pas dénuée de toute valeur scientifique : nous montrerons bientôt qu'on peut en tirer d'utiles enseignements. Mais, telle que Malthus, et surtout ses disciples, l'ont présentée, elle est empreinte d'un rigorisme tout à fait excessif. Nous n'entendons pas seulement, en parlant ainsi, critiquer la formule des deux proportions, arithmétique et géométrique, où Malthus condensait sa doctrine. Il y a longtemps que les partisans les plus convaincus du principe de population l'ont abandonné en déclarant que le maître s'en était servi seulement pour donner plus de relief à sa pensée. Nous voulons dire qu'il est excessif d'affirmer qu'une incoercible tendance pousse la population à croître plus rapidement que les moyens d'existence. Les faits démentent cette affirmation d'une façon catégorique.

Et d'abord, il n'est nullement démontré que l'accroissement de la population ne puisse se modérer d'une façon en quelque sorte spontanée. La différence qui s'observe dans le mouvement des naissances et des décès en Amérique et en Europe prouve plutôt le contraire. Aux États-Unis, en effet, même si l'on a soin de déduire les effectifs abondants que fournit chaque année l'immigration, on trouve un coefficient d'augmentation qui est à peu près celui qu'indiquait Malthus. La population y double par l'effet des naissances en une trentaine d'années. Mais en Europe, où la vie est plus difficile, il n'en est pas ainsi. M. Levasseur, d'accord sur ce point avec les statisticiens les plus autorisés, estimait en 1883 que pour l'Europe entière l'accroissement annuel résultant de l'excédent des naissances sur les décès atteignait à peu près 9 pour 1,000. Il faudrait, dans ces conditions, plus de quatre-vingts années pour que la popu-

lation fût doublée. Pourtant les guerres, maladies, famines et fléaux de tout genre ont fait bien moins de ravages au XIX<sup>e</sup> siècle que dans les temps passés. Il faut donc bien reconnaître que la sagesse s'est imposée aux hommes et que ceux-ci ont su comprendre, dans une certaine mesure, ce que la situation commandait. Si d'ailleurs on analyse les faits avec détail, on trouve des exemples incontestables de populations ouvrières où le mariage est retardé et le mouvement de la population contenu. Stuart Mill signalait déjà la Norvège et certaines parties de la Suisse; en France, les exemples sont nombreux, et même en Suède, où pourtant la plus forte proportion d'augmentation annuelle qu'il y ait en Europe se trouve atteinte, les observateurs affirment que, le plus souvent, l'ouvrier ne se marie qu'après avoir acquis un certain degré d'habileté lui assurant une rémunération suffisante pour l'entretien d'une famille.

L'exemple de ce qui se passe en France prouve même qu'un excès exactement contraire à celui que redoutait Malthus peut se rencontrer. Il est impossible de ne pas s'inquiéter du ralentissement des naissances sur notre sol. Indépendamment des craintes qu'on en peut concevoir pour la sécurité de notre patrie, nous nous privons, par une prudence excessive, de ressources économiques précieuses. Une population plus nombreuse faciliterait la division de la richesse, augmenterait l'émulation, l'initiative, l'esprit d'invention et répandrait par la colonisation notre influence dans le monde. Il est certain que la France pourrait, sans danger pour personne, et même au grand profit de tous, compter un plus grand nombre de citoyens. La preuve en est dans l'infiltration lente que l'on constate à toutes nos frontières, et qui a, peu à peu, introduit chez nous, d'une façon permanente, plus d'un million d'étrangers. Dira-t-on qu'à tout prendre ils remplacent les hommes que nous ne produisons pas? Il s'en faut bien! Les plus intelligents viennent chercher chez nous l'instruction technique, le secret de nos procédés et de notre tour de main, puis retournent chez eux organiser la concurrence. Les autres, pour la plupart, sont des déclassés qui n'ont pas su se créer chez eux une situation convenable, gens incapables de se régénérer par le travail et qui finissent par tomber à la charge de la charité publique. A Paris, en 1883, les étrangers comptaient presque pour un dixième dans le total des assistés! — Pourtant il serait absurde de songer à fermer les frontières. Si nous sommes envahis, c'est par notre faute et nous avons besoin de ces collaborateurs. Mais ne serait-il pas bien préférable que l'augmentation de la population indigène vint remplir les vides et remplacer cette population rivale ou misérable par des hommes ayant le même intérêt que nous et le même état de santé économique?

Comment, en présence de pareils faits, croire avec Malthus, Ricardo et Stuart Mill, que la population, dans l'avenir, croîtra néces-

sairement plus vite que les moyens d'existence, ou même seulement, avec des économistes moins absolus, qu'il est indispensable d'organiser une sorte de croisade, une prédication incessante pour arrêter la population toujours prête à déborder?

D'autre part, les progrès de la production sont bien faits pour rassurer. Il est certain que Ricardo, Malthus et Stuart Mill n'ont pas tenu un compte suffisant des développements dont l'art industriel est susceptible. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, au moins pour les deux premiers, car, à l'époque où ils écrivaient, la transformation des procédés qui a marqué le XIX<sup>e</sup> siècle commençait seulement, et ses débuts n'étaient pas sans causer de vives souffrances. Mais nous n'aurions plus aujourd'hui les mêmes excuses. Le nouveau régime de la liberté, de la grande industrie et de l'outillage puissant a fait ses preuves, et, par le passé, on peut juger de l'avenir. Partout l'augmentation de la production a été considérable. En France, par exemple, la production annuelle qu'on estimait à moins de 2 milliards en 1812 est au moins de 12 à 15 aujourd'hui. En Angleterre, dans le court espace de dix années, de 1872 à 1882, la richesse passe de 127 livres sterling par tête en moyenne à 249 livres sterling et aux États-Unis, de 1850 à 1875, la richesse fait plus que quadrupler, tandis que la population augmente seulement de 93 pour 100.

L'industrie proprement dite a eu, il est vrai, une large part dans ces progrès, et l'on pourrait objecter que, si elle nous procure les commodités de la vie, elle ne nous fournit pas les aliments. Mais même en restreignant l'observation à la production agricole, on constate les faits les plus rassurants.

Pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, alors que le sort de tous s'améliorait et que les consommations de chacun augmentaient dans de larges proportions, les prix des objets indispensables à l'alimentation ne se sont pas élevés d'une façon sensible : le prix du pain a même plutôt baissé. C'est que l'exploitation d'une partie des terres vierges qui s'offraient en quantités immenses dans les contrées encore peu peuplées du globe a fourni aisément les suppléments dont on avait besoin. Les États-Unis, à eux seuls, ont pu, de 1839 à 1882, quintupler leur production en froment, tripler celle du maïs et exporter en céréales des deux espèces l'énorme total de 675 millions d'hectolitres. Or ce n'est là qu'un commencement. Il reste encore des réserves considérables de terres inexploitées. La densité de la population totale du globe est à peine de onze habitants par cent hectares, tandis que l'Europe à elle seule entretient trente-trois habitants sur le même espace : le nombre des hommes peut donc tripler avant que toutes les parties du monde en soient au point où se trouve actuellement l'Europe. Et si l'on comparait avec la France, où la densité de la population est de soixante-douze habitants par cent hectares, il pourrait presque septupler.

Dans les pays mêmes qui nourrissent aujourd'hui les populations les plus nombreuses, de grands progrès pourraient encore être réalisés. En France, par exemple, sans même modifier les procédés, en généralisant seulement les perfectionnements accomplis déjà sur certains points et notamment dans le Nord, notre agriculture augmenterait considérablement ses rendements. Et si partout les procédés les plus conformes aux données scientifiques étaient appliqués, elle pourrait peut-être les tripler. Enfin, ne faut-il pas tenir compte des découvertes et des inventions futures dont on ne peut prévoir la portée ?

**Ce qu'il faut conserver de la théorie de Malthus.** — Malthus et ses disciples ont donc poussé trop loin leurs affirmations : ils ont trop hâtivement généralisé. Mais on aurait tort de refuser toute valeur scientifique à leur doctrine. Ils ont rendu à l'humanité un grand service en signalant un péril que les peuples ne doivent pas ignorer.

S'il n'est pas à craindre que, dans l'ensemble, l'humanité s'accroisse trop vite, la rupture d'équilibre entre l'augmentation de la population et celle de la production peut se produire sur certains points déterminés. Nous en avons actuellement des exemples en Europe, particulièrement en Allemagne, en Belgique et en Irlande. Tous les observateurs s'accordent à reconnaître que, dans ces pays, l'exubérance de la population est la cause principale des souffrances qui atteignent les classes ouvrières. Pour la Belgique, par exemple, c'est un lieu commun aujourd'hui que le rapprochement de l'admirable rendement de ses cultures et de la misère de ses ouvriers agricoles. A ces peuples on peut évidemment, avec raison, conseiller plus de prudence.

Il ne faudrait toutefois pas exagérer le péril. Tant qu'il restera dans le monde des terres à conquérir et à mettre en culture, il sera bon pour les peuples européens, s'ils savent en profiter, d'avoir chaque année un certain excédent de population disposé à aller chercher fortune au dehors. Ils doivent y trouver le moyen d'entretenir un courant d'émigration qui, allant au loin fonder des colonies, portant chez les autres nations la langue, les idées et les mœurs de la mère-patrie, restant avec elle en état de relations commerciales, sera pour celle-ci une cause précieuse de force et d'expansion. L'Irlande résiste malheureusement trop aux conseils et aux encouragements qu'elle reçoit en ce sens et, en Belgique, où la population est l'une des plus denses de l'Europe, l'émigration est à peu près nulle au delà des mers et peu considérable sur le continent. Mais il en est tout autrement en Allemagne et ce pays doit, en partie, à ses nombreux émigrants l'extension considérable prise depuis 1872 par son commerce extérieur. Il est regrettable que la France ne puisse l'imiter sur ce point.

En résumé, les observations de Malthus, inspirées par un grand esprit de philanthropie, contiennent d'utiles enseignements que les sociétés ne doivent pas oublier, sans d'ailleurs en exagérer la portée. Mais prétendre en tirer une loi économique inflexible, affirmer l'existence d'un obstacle insurmontable au bonheur des hommes, hasarder des prophéties décourageantes, c'est aller contre tous les faits et toutes les vraisemblances.

Lire dans les *Extraits*.

Malthus : *Théorie de la population* (p. 190).

Frédéric Passy : *La misère n'est pas nouvelle en ce monde* (p. 463).